

Cote du document: EB 2013/LOT/G.6
Date: 7 juin 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Cœuvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tomas Rosada
Économiste régional
téléphone: +39 06 5459 2332
courriel: t.rosada@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP): Processus d'élaboration des politiques pour un impact de vaste portée	3

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP)

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1 808 400 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP):
Processus d'élaboration des politiques pour un impact de vaste portée
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du FIDA en matière de financement sous forme de don.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique vise l'obtention des résultats ci-après: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.

6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il contribue en particulier au deuxième résultat visé par cette politique dans la mesure où il favorise les politiques et les institutions susceptibles de promouvoir le développement rural et agricole, et qu'il promeut la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur les politiques concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif aux processus d'élaboration des politiques pour un impact de vaste portée, accordera un don ne dépassant pas un million huit cent huit mille quatre cent dollars des États-Unis (1 808 400 USD) au Centre latino-américain pour le développement rural, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées dans le présent rapport.

Kanayo F. Nwanze
Le Président

Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP): Processus d'élaboration des politiques pour un impact de vaste portée

I. Contexte

1. Le don proposé favorisera, en Colombie, en Équateur, à El Salvador et au Mexique, une concertation fondée sur des données probantes afin d'encourager la réforme des politiques et des institutions, l'objectif étant de créer un environnement plus propice à la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Il permettra le pilotage d'une approche venant compléter les opérations du FIDA en cours, afin que ce dernier puisse non seulement œuvrer directement aux côtés de 375 000 ménages ruraux pour que ceux-ci parviennent à se libérer de la pauvreté¹ mais également avoir un impact majeur sur la pauvreté qui touche 5,2 millions de ménages ruraux dans les pays participants.
2. Dans le cadre du don accordé à RIMISP intitulé Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC), une nouvelle approche en faveur de la participation des principales parties prenantes à la concertation sur les politiques en matière de pauvreté rurale et de développement a été adoptée. Des groupes de dialogue ruraux (GDR) ont été créés en Colombie, en Équateur, à El Salvador et au Mexique, chacun comprenant entre 10 et 30 participants très influents, provenant de différents secteurs gouvernementaux et sociétaux (notamment des organisations de ruraux pauvres, des organisations de producteurs, des leaders du secteur agroalimentaire, des peuples autochtones, des journalistes, des politiques, des membres d'organisations non gouvernementales et des universitaires). Chaque GDR a été convoqué conjointement par le gouvernement national et par une organisation de la société civile. Les GDR ont défini des objectifs relatifs à la réforme des politiques et des institutions et se sont accordés sur un programme thématique afin que le développement et la lutte contre la pauvreté rurale figurent parmi les priorités de l'action publique et gouvernementale. Non seulement les GDR ont eu une influence sur les politiques nationales mais ils ont également contribué à renforcer l'action du FIDA dans chaque pays participant.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le don proposé repose sur l'idée directrice que l'impact des opérations de développement serait beaucoup plus fort s'il était complété par des processus proactifs et systématiques de concertation sur les politiques, ce qui suppose une compréhension approfondie des contraintes qui peuvent freiner une réforme des politiques et des institutions en faveur des pauvres. Le don Savoir au service du changement met en place les conditions de base pour influencer sur les processus d'élaboration des politiques à vaste portée. Dans le droit fil de ce processus, en cours actuellement, le programme proposé adjointra deux nouvelles étapes à la concertation sur les politiques conduite par les GDR: i) consolider les GDR en tant que groupes indépendants, reconnus et légitimes, capables de proposer et de soutenir une réforme des politiques en faveur des ruraux pauvres; et ii) instaurer une relation plus directe avec les ruraux pauvres en permettant à leurs organisations sociales, dans chaque pays participant, de devenir membres actifs des GDR.
4. Le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 accorde une grande importance à la concertation sur les politiques pour promouvoir des politiques et des institutions plus favorables aux ruraux pauvres, ce que reflètent deux de ses objectifs stratégiques: a) accroître l'aptitude des populations rurales pauvres, femmes et

¹ Total des bénéficiaires directs des projets du FIDA en cours dans les quatre pays.

hommes, et de leurs organisations à influencer sur les politiques et sur les institutions qui ont une incidence sur leurs moyens de subsistance; et b) garantir un contexte institutionnel et politique susceptible de favoriser la production agricole et toute la gamme d'activités non agricoles connexes. Le présent don contribuera également à la réalisation des objectifs de la Politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons dans la mesure où il favorisera la mise en place de politiques et d'institutions porteuses en appui au développement agricole et rural, et encouragera la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur les politiques s'agissant de questions importantes pour les ruraux pauvres. Ce don est également conforme aux deux priorités du plan de travail stratégique de LAC: a) la reproduction à plus grande échelle de pratiques novatrices afin d'influencer des processus de développement plus larges; et b) les processus d'élaboration des politiques de lutte contre la pauvreté et de développement en milieu rural.

III. Le programme proposé

5. L'objectif général du programme est de créer un contexte plus propice pour que les populations rurales pauvres des pays participants parviennent à se libérer de la pauvreté. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) amélioration des stratégies, politiques, cadres juridiques et programmes nationaux dans chaque pays participant, sous l'effet du processus de concertation mené par les GDR; ii) identification et examen, avec les décideurs, d'instruments novateurs d'investissement en faveur du développement rural; et iii) utilisation, par le FIDA, de nouveaux outils et processus innovants pour la concertation sur les politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes.
6. Le groupe cible est composé de ruraux pauvres, femmes et hommes, des pays participants, qui appartiennent pour la plupart à des groupes autochtones et sont représentés par des organisations infranationales et nationales plaidant en leur faveur. Environ 375 000 ménages ruraux tirent directement profit des opérations du FIDA dans les pays participants. En reproduisant à plus grande échelle certaines opérations, le Fonds pourrait contribuer à réduire la pauvreté qui, dans ces pays, touche 5,2 millions de ménages ruraux.
7. Le programme, qui sera mis en œuvre sur trois ans, s'articulera en quatre grandes composantes:
 - Composante 1 – Les groupes de dialogue ruraux. Ils constituent l'élément central du programme et de la stratégie de concertation sur les politiques. Les GDR ont été créés dans le cadre du don précédemment accordé au Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP) (voir le paragraphe 2). Ce don permettra d'améliorer significativement la participation des organisations qui œuvrent pour l'autonomisation des ruraux pauvres, femmes et hommes, aux GDR. Chaque groupe est doté d'un secrétaire exécutif à temps partiel et met au point un programme d'action en fonction du contexte national, des débats publics, des possibilités en matière de politiques et des activités antérieures. Le groupe développe ensuite, sur la base de ce programme, un éventail de recommandations à l'intention des décideurs et d'autres secteurs de la société. Le don précédent a prouvé que les dirigeants gouvernementaux s'appuient sur les GDR pour l'élaboration de nouvelles stratégies ou politiques, voire de nouveaux projets de loi. Les GDR commandent des analyses de politiques et des documents d'orientation afin de s'assurer que les diagnostics et les recommandations sont fondés sur des données probantes. Les groupes s'engagent dans des processus systématiques de plaidoyer, par le biais de débats avec les décideurs, de séminaires et d'articles publiés dans les principaux journaux. Un budget communication est également disponible.

- Composante 2 – Analyse des politiques. Il est fréquent que les GDR demandent à ce que les données et informations existantes soient collectées et synthétisées. De nouvelles analyses peuvent être menées pour approfondir une question précise ou formuler des recommandations judicieuses. Les principaux obstacles institutionnels à la conception, à l'exécution ou à la viabilité des politiques, des institutions et des investissements en faveur des pauvres sont également analysés en cas de besoin.
- Composante 3 – Assistance technique. Cette composante constitue la stratégie clé de réforme des politiques. Grâce aux bases solides qu'ils ont établies au cours des trois dernières années, les GDR ouvrent désormais la voie à des changements significatifs dans chaque pays participant, et ce grâce au dialogue avec les décideurs. Dans ce contexte, il est essentiel de prendre des mesures en temps utile et adaptées aux circonstances spécifiques. Grâce à l'action conjointe des décideurs et des GDR, il a été possible d'influer sur la conception des politiques. Chaque GDR se verra octroyer des fonds destinés à l'assistance technique en appui aux processus de réforme des politiques et des institutions.
- Composante 4 – Gestion des savoirs. Les processus et les résultats seront systématiquement répertoriés et mis à la disposition des décideurs intervenant dans les programmes du FIDA (par exemple, membres du personnel des projets, consultants expérimentés, chargés de programme de pays, organisations non gouvernementales et organisations de producteurs). Les informations seront communiquées sous forme de notes thématiques, de documents d'orientation et de contributions à la série de documents occasionnels publiés par LAC. Les retraites annuelles organisées par LAC seront l'occasion de rendre compte des principaux enseignements tirés du programme. En outre, un séminaire d'une demi-journée se tiendra une fois par an et réunira les membres du personnel du FIDA intéressés par la concertation sur les politiques. Chaque année, un atelier d'un jour sera organisé à l'intention des membres du personnel du FIDA et des parties prenantes du programme dans chaque pays participant.

IV. Résultats et avantages escomptés

8. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
 - Composante 1: quatre GDR actifs; formulation d'un éventail de recommandations pour la réforme des politiques et des institutions; collaboration systématique avec les décideurs pour plaider en faveur de la réforme des politiques et des institutions et la promouvoir.
 - Composante 2: documents sur l'analyse des politiques; Rapport sur la pauvreté et les inégalités en Amérique latine.
 - Composante 3: instauration d'au moins quatre réformes politiques ou institutionnelles majeures, qui bénéficieront directement à des dizaines de milliers de ruraux pauvres, femmes et hommes.
 - Composante 4: six notes thématiques ou un ensemble de documents d'orientation, trois contributions à la série de documents occasionnels publiés par LAC et partage des savoirs avec les membres du personnel du FIDA à Rome et dans les bureaux de pays.

V. Modalités d'exécution

9. Le RIMISP sera l'organisme chargé de l'exécution dans la mesure où il bénéficie des nombreux avantages comparatifs ci-après: a) il est une organisation de la région, élément fondamental dans la mesure où le programme concerne les processus d'élaboration des politiques; b) il est largement en mesure d'influer sur les

décideurs des pays participants étant donné qu'il œuvre depuis longtemps dans chacun de ces pays; c) il a donné les preuves de son aptitude à conduire des recherches et des analyses politiques de grande qualité et à mener une concertation et un plaidoyer constructifs sur les politiques; d) il a su gérer de façon efficace plusieurs dons du FIDA depuis le milieu des années 1990; e) il est capable de mobiliser différents types de ressources complémentaires à l'appui de ce don; et f) grâce à la mise en œuvre du don Le savoir au service du changement, direct prédécesseur du nouveau programme, il a acquis l'expérience et les connaissances nécessaires.

10. Le RIMISP créera une unité de coordination du programme (UCP) qui rendra compte au Directeur exécutif et sera composée d'un coordinateur, d'un assistant technique, d'un spécialiste de la communication (à temps partiel) et d'un assistant administratif.
11. Dans chaque pays participant, les trois premières composantes seront exécutées en collaboration avec le secrétaire exécutif du GDR, qui rendra directement compte au coordinateur du programme. Il sera par ailleurs responsable – en consultation avec l'UCP et le FIDA en qualité de superviseur – de la sélection des nouveaux membres du GDR, de la supervision des réunions du groupe, de l'établissement d'un programme annuel et de la communication des résultats une fois par an. L'UCP coordonnera directement la composante 3, avec l'appui de consultants spécialisés, et sera responsable de la composante 4 ainsi que des activités de suivi.
12. Pour les dons importants, le RIMISP détient des comptes bancaires distincts ouverts auprès de banques internationales. Les décaissements seront effectués au début de chaque année du programme, après approbation du plan de travail annuel (première année) et des rapports techniques et financiers (deuxième et troisième année). Les rapports financiers seront assortis d'une copie des états financiers vérifiés du RIMISP pour l'année précédente. Une fois par an, le RIMISP préparera un rapport d'audit spécifique au programme.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le programme sera cofinancé par le FIDA et le RIMISP. Le coût total du programme s'élève à 2 814 768 USD, dont une contribution du RIMISP de 1 006 368 USD sur ses fonds propres, qui proviennent d'un don accordé en 2012 à titre de financement de base par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), société d'État canadienne. Ce financement indépendant vient en complément de toutes autres ressources que le CRDI peut avoir fournies au titre d'un accord avec le FIDA. Le FIDA contribuera à hauteur de 1 808 400 USD, soit 64% du montant total.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	284	14
2	Services professionnels/consultants	572	701
3	Assistance technique	200	0
4	Ateliers du RDG et réunions	360	0
5	Suivi-évaluation.	71	0
6	Communication et publications	39	200
7	Frais de voyages et indemnités de subsistance	78	0
8	Frais opérationnels et matériel	40	0
9	Coûts administratifs (10%)	164	91
	Total	1 808	1 006

Note: Personnel: membres du personnel uniquement (unité de coordination). Services professionnels: secrétaire exécutif du GDR, analyse des politiques, Rapport sur la pauvreté et les inégalités en Amérique latine et notes thématiques. Assistance technique: financements pour assurer l'assistance technique initiale en appui aux processus de réforme des politiques et des institutions. Ateliers et réunion des GDR: organisation des réunions mensuelles du GDR, des ateliers spéciaux, des réunions avec les autorités publiques, des voyages des membres du GDR. Suivi-évaluation: examen à mi-parcours, rapport d'achèvement de projet et visites sur le terrain. Communication et publications: services de traduction. Frais de voyage: réunion annuelle entre l'UCP et les secrétaires exécutifs des GDR, visites du coordinateur du programme dans les pays participants et réunion annuelle à Rome. Frais opérationnels et matériel: matériel, fournitures et maintenance de l'audit, des bureaux et des ordinateurs.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Policies and institutions in the Participating Countries create a more conducive environment for the rural poor to overcome poverty.	<p>More relevant, effective and sustainable rural development strategies and policies</p> <p>Increased investment in rural areas and in assets of and services for the rural poor</p> <p>Greater voice and influence of the rural poor in policy processes.</p>	<p>Annual programme reports</p> <p>Monitoring and evaluation reports</p> <p>Final external evaluation</p>	Countries do not undergo major crisis that severely affect the normal policy process and agendas
Objectives	<p>(a) Strategies, policies, legal frameworks and national programs have been improved in each Participating Country as a result of the policy dialogue process conducted by Rural Dialogue Groups;</p> <p>(b) Innovative rural development investment instruments are investigated and discussed with policy makers;</p> <p>(c) IFAD in LAC is using new innovative tools of policy dialogue through policy processes.</p>	<p>At least one important strategy, policy, legal framework or national program has been improved in each Participating Country y in ways that potentially benefit rural poor.</p> <p>At least two innovative rural development investment instruments in each Participating Country are investigated and discussed with policy makers.</p> <p>At least three new IFAD projects in LAC utilize policy dialogue as a tool for policy process.</p>	<p>Annual programme reports</p> <p>Monitoring and evaluation reports</p> <p>Final external evaluation</p>	<p>Stability of government decision makers and technical teams within the normal bounds of administrations</p> <p>Constraints imposed by procedures and regulations do not impede the timely implementation of changes</p>
Outputs	<p>Rural Dialogue Groups in each Participating Country makes recommendation about policy and institutional change to national governments</p> <p>Support development of evidence-based policy recommendations; Latin American Poverty and Inequality Report.</p> <p>Technical assistance to policy processes applied</p> <p>Knowledge management for mainstreaming in IFAD applied</p>	<p>4 active RDGs; sets of policy and institutional change recommendations; systematic engagement with decision makers to advocate and support policy and institutional changes.</p> <p>Policy analysis papers (2 by each Participating Country)</p> <p>Latin American Poverty and Inequality Report published</p> <p>Start-up of at least 4 significant pro rural poor policies or institutional changes</p> <p>6 Learning Notes or Guidelines; 3 papers for LAC's occasional paper series; IFAD staff well informed of the results, processes, methods and tools used to achieve them</p>	<p>Annual programme reports</p> <p>Monitoring and evaluation reports</p> <p>Final external evaluation</p>	<p>Political or social unrest in the Participating Countries do not affect the implementation of the programme</p> <p>Devaluations or other economic shocks do not reduce the capacity of the programme to finance activities</p> <p>Other commitments do not compete for the time and attention</p>

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Key Activities	RDGs (in each Participating Country y). Prioritize policy issues and define national agendas. Conduct policy analysis on priority issues. Convene, organize and facilitate policy dialogue involving leading policymakers and other influential stakeholders. Communication support activities	# of meeting of RDGs; # of participants in policy coalition from different constituencies; # of contracts issued with independent centers for policy analysis; # of media briefs, press releases, briefings and meetings with journalists	Annual programme reports Monitoring and evaluation reports	Programme coordination unit in place Information shared about programme with key partners in Participating Country
	Policy analysis. High quality analytical work on a need basis	# of policy analysis papers; L. American Poverty and Inequality Report	Information from public agencies (websites, reports)	Contracts established with local organizations that can host the RDGs
	Technical assistance. Provide capacity-building and technical assistance to key public agencies	# of policies or institutional changes supported		Timely flow of funds and reports between RIMISP and subcontractors
	Knowledge management. Document the process and products of this grant	# of Learning Notes of Guidelines; # of papers for LAC's occasional paper series		